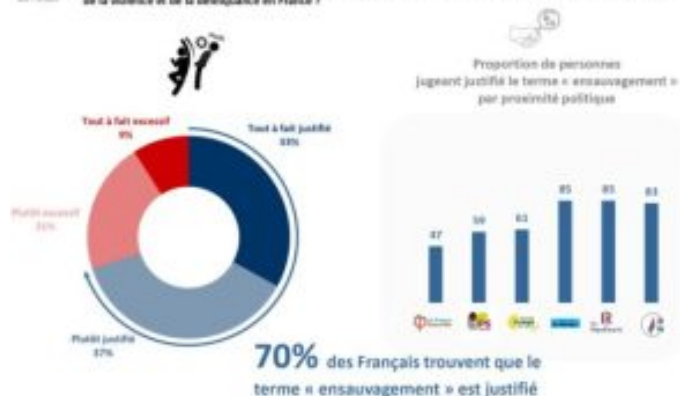


Et si l'incitation à la haine du Gaulois venait d'Alger ?

La question se pose en effet, lorsqu'on prend conscience de l'ampleur des agressions gratuites qui se multiplient sur notre territoire à l'encontre des « Gaulois » : rancœur, haine anti-française, défiance des autorités, transgressions dans les transports, les piscines, les écoles, les lieux publics. On ne peut plus fermer les yeux sur un phénomène qui gangrène la société toute entière. Faut-il y voir une reprise de la guerre d'Algérie sous une autre forme ?

QUESTION : Certaines personnalités utilisent le terme « ensauvagement » pour décrire la montée de la violence et de la délinquance en France. À vos yeux, ce terme « ensauvagement » est-il justifié ou excessif pour décrire l'évolution de la violence et de la délinquance en France ?



Lorsque les attaques au couteau s'accompagnent d'un « Allah Akbar », on pense immédiatement au danger de l'islamisme et l'on ne peut effectivement ignorer l'existence d'une stratégie de conquête euro-arabe dont les grands axes ont été largement détaillés lors de la Neuvième Conférence islamique de Doha en l'an 2000.

<https://mabatim.info/2020/09/25/lisesco-strategie-de-laction-islamique-culturelle-a-lexterieur-du-monde-islamique/>

Mais le prisme religieux n'est pas le seul à prendre en compte pour expliquer la haine anti-française qui sévit dans notre beau pays. Le politique a également sa part d'explication. Dès l'indépendance en juillet 1962, les médias algériens se sont livrés à une propagande anti-France qui n'a jamais cessé

jusqu'à nos jours. Quand on voit l'efficacité qu'a pu avoir la propagande gouvernementale en France durant la crise sanitaire, on ne peut s'empêcher de penser que la manipulation des masses est un art parfaitement maîtrisé dans de nombreux pays du monde. Le roman postcolonial imposé par le FLN (Front de Libération National) à la société algérienne, élaboré avec la complicité de certains universitaires français, aura marqué défavorablement plusieurs générations.

Après le départ plus ou moins imposé d'un million de « pieds-noirs », il fallait faire croire que le peuple algérien avait toujours voulu l'indépendance et que la France était responsable de tous les malheurs de cette ancienne dépendance de l'empire ottoman, foyer du piratage en Méditerranée. Il fallait donc montrer le visage le plus négatif du colonisateur. A la fin des années 70, je fus témoin, sur le sol algérien, de cette propagande véhiculée par la télévision algérienne. Le gouvernement de l'époque misait sur la diabolisation de la France pour se disculper de ses échecs, et tentait de présenter le « socialisme algérien » comme une alternative à l'épouvantable capitalisme français.

Un homme politique algérien de renom, **Saïd Boualam** (dit Bachaga Boualam), chef de la tribu des Béni Boudouane dans le Ouarsenis, donne, dans son excellent ouvrage : « **Mon pays la France** », un point de vue complètement différent. Selon lui, la grande majorité des algériens, dans les années 50, ne souhaitaient pas la rupture avec la France : il en veut pour preuve le succès du référendum du 28 septembre 1958 portant sur la nouvelle Constitution proposée par le général De Gaulle. C'était la première fois que les femmes votaient en Algérie : 93 % de oui en Algérie contre 79,2 % en métropole !



Crédit La dépêche.fr

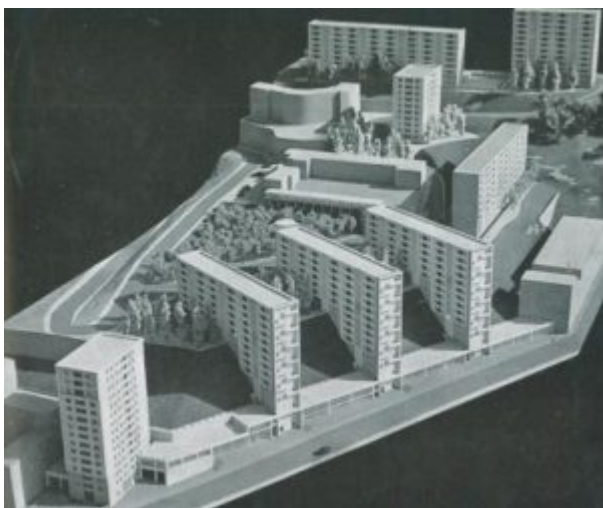
De Gaulle a commenté ce vote, le 3 octobre 1958 à Constantine : **» Trois millions et demi d'hommes et de femmes d'Algérie, sans distinction de communauté et dans l'égalité totale, sont venus des villages de toutes les régions et des quartiers de toutes les villes apporter à la France et à moi-même le bulletin de leur confiance. Ils l'ont fait tout simplement sans que nul ne les y contraignent et en dépit des menaces que des fanatiques font peser sur eux, sur leurs familles et sur leurs biens. Il y a là un fait aussi clair que l'éclatante lumière du ciel. Et ce fait est capital ... pour cette raison qu'il engage l'une envers l'autre et pour toujours l'Algérie et la France « .**



Il n'était aucunement question d'abandonner l'Algérie et le « Plan de Constantine », initié sous la Quatrième République et destiné à accélérer le démarrage industriel de l'Algérie était là pour l'attester. Ce plan de développement économique, confié par De Gaulle à Paul Delouvrier devait porter le niveau économique de l'Algérie à un niveau européen, au prix de lourds investissements de la part de l'Etat Français.

<https://www.cdha.fr/le-plan-de-constantine>

<https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00022/discours-du-plan-de-constantine-le-3-octobre-1958.html>



Mais par un revirement inattendu, De Gaulle impose quatre ans plus tard et par la force, un abandon brutal de l'Algérie, aux conséquences désastreuses. Deux référendums ont scellé le sort de l'Algérie Française : celui du 8 janvier 1961 ouvrait la voie à l'autodétermination. Et il est intéressant de constater

que les partisans de l'autodétermination étaient proportionnellement moins nombreux en Algérie qu'en Métropole (70% contre 75 %)

https://francearchives.fr/fr/pages_histoire/39837



Le second référendum du 1^{er} juillet 1962 posait aux seuls algériens la question suivante : « *Voulez-vous que l'Algérie devienne un Etat indépendant coopérant avec la France dans les conditions définies par la Déclaration du 19 mars 1962 ?* » En clair tout le monde avait compris qu'il n'y avait pas d'autre choix, et que les carottes étaient cuites ! Qui pouvait défendre la reprise de la guerre après le cessez le feu du 19 mars ? Le grand projet qui devait faire de l'Algérie l'Afrique du Sud de l'Afrique du Nord, mais sans l'apartheid, s'écroulait à jamais.

<https://mjp.univ-perp.fr/france/reft1962algerie.htm>.

Albert Camus avait pourtant mis en garde, peu avant sa mort en 1960 : « *Si la thèse de l'abandon triomphait, les conséquences seraient terribles pour les Arabes comme pour les Français. C'est le dernier avertissement d'un écrivain voué depuis vingt ans au service de l'Algérie* » .

Malgré la propagande officielle, malgré les blessures de la guerre, combien de fois ai-je entendu « la France est notre deuxième patrie » ! Mes élèves algériens avaient un mot pour caractériser la mélancolie ambiante : « dégoûtage » (à la fin des années 70, le pays était encore largement francophone). Ce substantif exprimait à la fois le rejet du politique et

l'absence de tout espoir en l'avenir. Pas étonnant que les islamistes se soient infiltrés dans cette brèche pour avancer leurs pions, préparant ainsi la terrible guerre civile que connût l'Algérie dans les années 90.

Restaient les solutions individuelles, le rêve de pouvoir partir un jour d'un pays où rien n'était possible : ni monter une entreprise, ni faire des études, ni vivre décemment, tandis qu'une nomenklatura de parvenus s'octroyaient partout des passe-droits. Alors, pour une partie de la jeunesse, la France passait pour la terre promise. De nombreux cadres formés par les coopérants n'ont pas tardé à se retrouver en Europe, signant au passage l'échec de la politique de coopération, qui avait précisément pour but de former des cadres pour la nouvelle République algérienne démocratique et populaire, qui en manquait tant ! A cette fuite des cerveaux s'est ajoutée une émigration de main d'œuvre mise orchestrée par le patronat français et ses relais politiques. Le regroupement familial fera le reste.

Résultat, en 2020, le président de la République algérienne estimait à 6 millions le nombre « d'algériens » vivant en France : un chiffre non sourcé mais à comparer aux 10 millions d'habitants que comptait l'Algérie en 1960.

<https://www.unidivers.fr/quelque-chose-de-lalgerie/>

Le problème d'une partie de cette population originaire d'Afrique du Nord, réside dans les injonctions contradictoires auxquelles elle est soumise : aimer ou haïr la France. Car, dans une sorte de **schizophrénie collective**, la France est la fois le modèle et le contre-modèle : le modèle car elle représente la liberté dont tout le monde rêve, la modernité dont cent trente ans de colonisation avaient donné un avant-goût, et un contre-modèle car la construction nationale imposée par le FLN n'avait de sens que dans l'opposition systématique à la France.



L'Islam politique participe de ce contremodèle. D'ailleurs, le FLN a très bien su en jouer en exacerbant les différences religieuses, sans toutefois aller jusqu'à prôner une république algérienne islamique. Il s'est servi de l'Islam comme ferment de rassemblement dans la lutte pour l'indépendance, contre les non-musulmans d'Afrique du Nord. Pourtant, dans l'Algérie coloniale, la tolérance religieuse était la règle : Bachaga Boualam écrit à ce sujet en 1962 : « **Les musulmans sont fanatiques de leur religion, quelques européens aussi, mais il n'y a jamais eu de heurts. C'est un grand mérite de la France que d'avoir réussi cette coexistence spirituelle de la Croix et du Croissant** ».

Soixante ans après, transcender ce dilemme n'est pas donné à tout le monde, ce qui rend l'assimilation difficile et d'autant plus que certains politiques se plaisent à entretenir cette dialectique diabolique. A commencer par le président algérien actuel, Abdelmadjid Tebboune , incapable de se démarquer de la politique de ses prédécesseurs, lorsqu'il réclame encore des « excuses » à la France.

https://www.lepoint.fr/monde/colonisation-l-algerie-attend-des-excuses-de-la-france-05-07-2020-2383051_24.php

Sans oublier celui qui nous sert de président de la République

et dont le sens de la diplomatie interroge : en taxant de façon dogmatique la colonisation de « crime contre l'humanité », il n'a fait qu'accroître la difficulté des algériens à surmonter les clivages, en encourageant la culture de l'excuse et finalement l'incitation à la haine.

Hector Poupon